



# L'État planche sur les réserves d'eau

Les agriculteurs sont pour. Les écologistes contre. Une mission parlementaire pose les jalons d'une nouvelle politique.

## Repères

### Pourquoi une mission parlementaire ?

En juin 2011, en visite dans un élevage du Sud-Ouest touché par la sécheresse, Nicolas Sarkozy avait annoncé un plan national de création de retenues d'eau. Ce plan a été ajourné par le gouvernement actuel.

Sous l'égide des ministères du Développement durable et de l'Agriculture, le député gersois Philippe Martin (PS) conduit, depuis décembre, une mission parlementaire sur la gestion quantitative de l'eau. Objectif : « Revisiter la politique de l'eau et de l'irrigation, traiter les conflits sur les usages de l'eau, traiter la question d'éventuels équipements à réaliser », indique le parlementaire. La mission remettra sa copie en juin, après avoir consulté associations de défense de l'environnement, agriculteurs, collectivités territoriales...

### Pourquoi créer des réserves ?

Les agriculteurs veulent protéger leurs cultures des aléas climatiques. Fruit du travail de 70 chercheurs, le livre *Changement climatique à l'Ouest* met en évidence une augmentation des pluies en hiver, leur raréfaction en été et une sécheresse accrue des sols. Selon Hervé Le Bouler, directeur du conservatoire national de la biodiversité forestière, le réchauffement climatique met en péril le bocage, berceau de l'élevage dans les Pays de la Loire.

L'idée promue par les chambres d'agriculture est de créer des retenues d'eau pour collecter l'eau de ruissellement en hiver, la stocker et l'utiliser en été pour irriguer les cultures céréalières et fourragères sans puiser dans les cours d'eau ou les nappes. Hier, à Paris, Christian Aimé, président de la chambre d'agriculture de Vendée, est intervenu devant la mission parlementaire. Il a souligné le rôle stratégique des



Archives Thierry Creux

*Selon les chambres d'agriculture, la création de réserves d'eau constitue une assurance récolte indispensable à la sécurisation des élevages.*

retenues d'eau pour sécuriser l'alimentation des troupeaux, l'approvisionnement des abattoirs et des laiteries, pour assurer la régularité en quantité et qualité des productions végétales spécialisées sous contrat (légumes industrie, semences...).

### Pourquoi les écologistes sont-ils réticents ?

« La création d'une réserve ne doit pas être le premier réflexe », argumente Yves Lepage, de l'association

Sauvegarde de l'Anjou. Selon les écologistes, priorité doit être donnée à une gestion économe de l'eau par le choix de cultures et de techniques agraires moins gourmandes en eau. Ils attirent l'attention sur les effets pervers d'une politique de tout-irrigation : la multiplication des réserves d'eau porterait atteinte à l'intégrité des zones humides, sources de biodiversité et régulatrices du régime hydrologique.

Xavier BONNARDEL.I

## Micro-sillons

### Finistère : plus de 100 000 litres de lait déversés

Plusieurs dizaines d'agriculteurs du Finistère ont déversé, hier, le lait transporté par cinq camions d'entreprises laitières. Ils protestaient contre leur refus d'augmenter le prix d'achat du lait. Deux camions ont été bloqués par une vingtaine d'agriculteurs à Plourin-Ploudalmézeau et trois autres par une cinquantaine de producteurs à Plourin-lès-Morlaix. Le contenu des cinq camions, à savoir quelque 125 000

litres de lait, a été déversé en grande partie dans des fosses à lisier. Les camions appartenaient notamment à la Sill (Société industrielle laitière de Léon) et à la coopérative laitière Laïta (Paysan Breton). L'action de Plourin-Ploudalmézeau était menée à l'appel des Jeunes agriculteurs (JA), tandis que celle engagée à Plourin-lès-Morlaix l'a été par un collectif de producteurs sans étiquette.